

C'est l'austérité qu'il faut supprimer, pas la Seine-Saint-Denis !

Avec le projet de suppression des Départements de la petite couronne, le gouvernement poursuit d'autres ambitions que la «bonne gestion» des territoires. **Objectif non avoué : répondre aux injonctions de la Commission européenne en renonçant à ses institutions de proximité et en accélérant la réduction drastique des dépenses utiles aux populations.**

Le PCF appelle au rassemblement de toutes celles et ceux qui refusent de nouveaux coups contre les services publics et contre la démocratie.

Jean-Marc Ayrault
(Premier ministre)

«Je suis favorable à la suppression des départements de la petite couronne parisienne – Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et il faudra aller très vite en ce sens.»

50 milliards d'euros

C'est le montant de réduction des dépenses utiles que le Président Hollande souhaite imposer à notre pays d'ici 2017, notamment en aggravant les mesures d'austérité contre les services publics locaux.

Dans le même temps, il accorde 30 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat, dans le cadre du «pacte de responsabilité»...

Les déclarations de F. Hollande, puis de J.M. Ayrault, mi-janvier, sur le projet de suppression des Départements dans le cadre de la métropole du Grand Paris, après celle des intercommunalités, ne sont pas seulement d'ordre institutionnel.

Il s'agit, comme le souligne Claude Bartolone, d'un véritable projet de société qui trouve sa source dans les rapports de J. Attali, commandé en 2007 par N. Sarkozy et celui de E. Balladur sur la réforme des collectivités en 2009.

Cette décision soumet la France au dogme libéral du traité de Stabilité, de Coordination et de Gouvernance (TSCG) pour la réduction de la dépense publique. Elle vise aussi à financer le pacte de responsabilité. Cela constitue une nouvelle étape libérale [et fédérale pour certains] de la mise en concurrence des territoires à l'échelle européenne.

Or le Département est un échelon d'intervention de proximité, moderne et pertinent, au travers de politiques publiques dans de nombreux domaines de la vie de nos concitoyens : collèges, crèches, PMI, handicap, personnes âgées, insertion, culture, santé, solidarité, environnement...

De plus, la fin de la compétence générale est une profonde atteinte à leur libre administration qui aura pour conséquence de rompre avec l'émergence de politiques publiques originales guidées par l'intérêt général des territoires et les aspirations des populations.

« Lorsque l'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage »

L'asphyxie financière des Départements a été sciemment préparée avec l'acte II de la décentralisation. Les élus communistes ont, en leur temps, alerté sur ce risque. En effet, le transfert d'importantes compétences de solidarité (APA, RMI puis RSA, PCH, ...) de l'Etat vers les conseils généraux s'est effectué sans compensation financière réelle. **La dette de l'Etat s'élève pour notre seul Département à 2 milliards d'euros depuis 2004.**

Cette injustice hier dénoncée par les socialistes -et qu'ils étouffent aujourd'hui- a conduit les élus départementaux à des choix drastiques : réduction des services publics et de l'investissement ou bien augmentation des taux de l'impôt et de l'emprunt.

**L'Etat doit 2 Milliards d'euros
au Département...
Qui est inefficace ?**

Il est, dès lors, trop facile de constater leur fort niveau de dépenses sociales alors que celles-ci sont la conséquence de politiques économiques nationales incapables de s'attaquer au chômage et au redressement productif industriel, au coût du capital et donc à une autre répartition des richesses produites ainsi qu'à une véritable réforme pour la justice fiscale.

**Eloigner les pouvoirs des
citoyens pour aggraver
l'austérité**

Nous nous opposons, avec la même détermination, à la création de la métropole technocratique du Grand Paris et à la disparition des départements de la petite couronne qui verrait le retour à l'ancienne Seine, dont on connaît ici les méfaits.

Nous savons par expérience que les populations n'ont rien à attendre de l'éloignement, et d'une nouvelle concentration, des lieux de pouvoir, surtout dans le contexte des politiques d'austérité. Sans évolution conséquente de l'économie du pays, il est illusoire de penser que seule la solidarité financière entre départements (dite horizontale) sera de nature à résoudre les très fortes inégalités qui persistent dans notre Région.

Pour répondre véritablement aux attentes de leurs concitoyens les élus ont besoin de proximité et de démocratie au plus près de réalités de vie et d'un Etat revigoré qui remplisse ses missions de solidarité pour l'égalité Républicaine entre les territoires. Et pour cela il faut réhabiliter la dépense publique utile à l'épanouissement humain, développer les services publics et l'emploi public.

Tout n'est pas joué...

En effet, les conséquences financières de la fusion des départements sont loin d'être évaluées. C'est pourquoi les conclusions du rapport commandé par la ministre de la décentralisation sont impatientement attendues.

Si rien ne peut vraiment se décider avant la mise en place de la métropole, au premier janvier 2016, il n'y a pas de temps à perdre pour exiger un grand débat public qui donnent la parole à nos concitoyens et aux salariés de la fonction publique.

Les communistes s'adressent solennellement à leurs concitoyens.

Pouvons-nous accepter que la Seine-Saint-Denis soit rayée d'un trait sans consultation démocratique ?

Car au final, il s'agit bien de faire disparaître définitivement ce qui constitue la singularité d'un territoire, d'une population, de politiques publiques originales et reconnues pour leur novation, il est vrai mises à mal depuis 2008.

Que l'on pense à la politique culturelle départementale, la seule à avoir été inscrite au dictionnaire national de la Culture, aux politiques environnementales qui sont reconnues Natura 2000 par l'Europe, les ambitions pour la réussite des jeunes avec la dotation d'un ordinateur aux collégiens aujourd'hui gommée, ici, mais reprise dans de nombreux départements ou encore la politique foncière qui a permis le redéveloppement de plusieurs territoires en friches industrielles....

Il ne s'agit ni d'un combat d'arrière garde, ni de comportements conservateurs. Pour toutes celles et tous ceux qui sont attachés à l'identité de la Seine-Saint-Denis sa disparition n'est pas une fatalité. Car la fusion ne va pas de soi comme on l'a vu en Alsace ou bien en Corse.

La loi permet un référendum mais elle ne l'impose pas.

Nous avons donc une première bataille à mener ensemble : exiger un référendum pour donner la parole au peuple !

**La Seine-Saint-Denis, on y tient !
Le gouvernement ne peut pas
nous rayer d'un trait de plume
dans le seul but d'affaiblir les services
rendus aux populations...**

**exigeons
un référendum !**

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Tél :